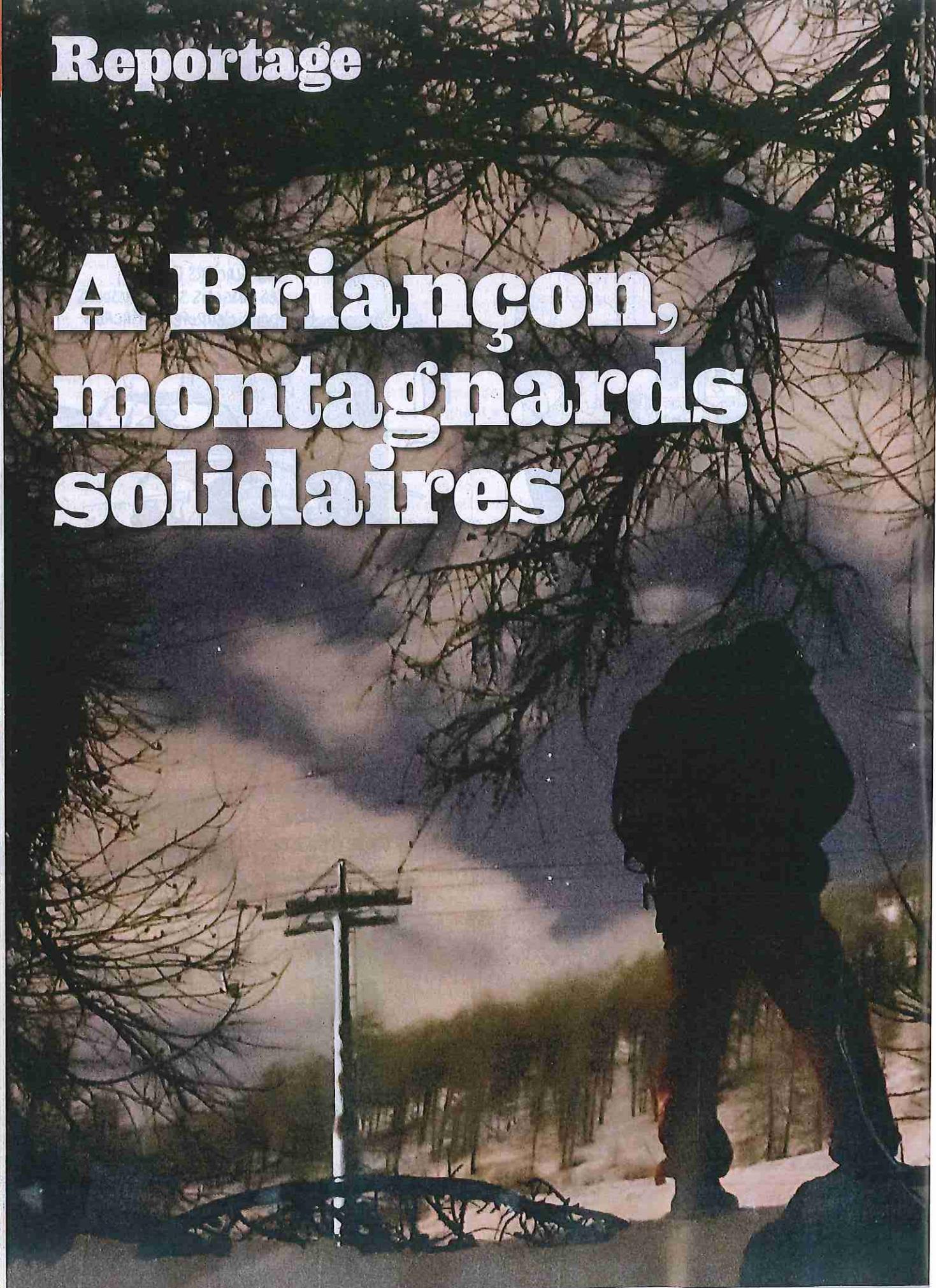


Reportage

A Briançon, montagnards solidaires





A la frontière franco-italienne, la police traque et refoule les réfugiés qui cherchent à entrer en France. Dans cette vallée où l'accueil est une tradition et le secours un devoir, les habitants aident et abritent ceux qui traversent les montagnes dans des conditions extrêmes.

PAR VLADIMIR DE GMELINE

**PHOTOS ULYSSE LEFEBVRE,
POUR "MARIANNE"**

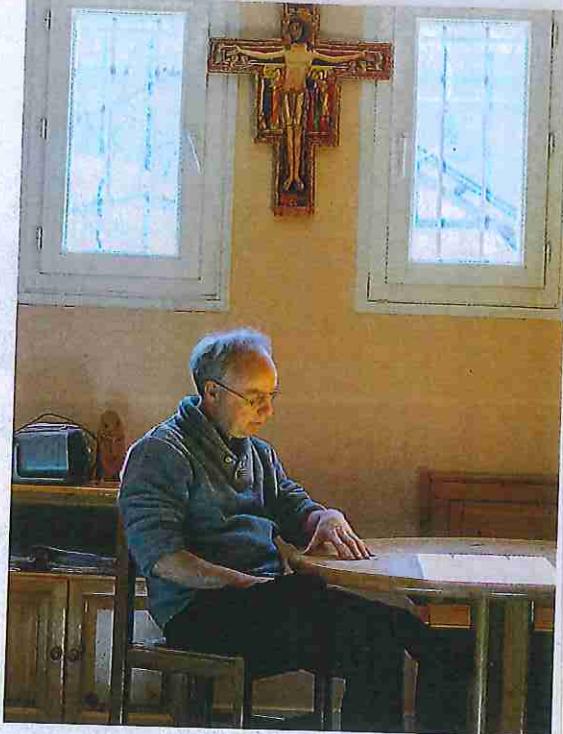


UNE ZONE DE PASSAGE très fréquentée par les migrants venus d'Italie, entre Clavières (Piémont) et Briançon (Hautes-Alpes). Ci-contre, une maraude sur le front de neige de Montgenèvre (Hautes-Alpes).

Reportage

Traoré, un Malien d'une quarantaine d'années, a passé une demi-heure enfoui dans la neige jusqu'aux épaules. En pleine nuit, en pleine montagne. Seul. A chaque mouvement, il s'enfonçait un peu plus. « Je ne pouvais plus respirer, j'étais tétanisé, continue-t-il. J'ai vu passer les motoneiges de la police, j'ai crié pour qu'ils viennent m'aider, mais ils ne m'ont pas entendu. » Ces motoneiges que, quelques heures plus tôt, les « maraudes » avaient vues glisser le long des pistes de ski de la station de Montgenèvre, à 1 854 m d'altitude. Les « maraudes », ce sont les bénévoles, volontaires montagnards ou en provenance d'ailleurs, qui viennent toutes les nuits en aide aux réfugiés égarés¹. Cinq véhicules dont les phares perçaient la nuit, à la recherche de la dizaine d'hommes débarqués du bus de Clavières, dernier village italien avant la France, en fin de journée. L'objectif de ce groupe : attendre que la nuit tombe, puis passer par les bois enneigés pour éviter le poste de la PAF (police aux frontières) et rejoindre la France. Ensuite, par des chemins et des pistes qu'ils ne connaissent pas, dans un univers dont ils ignorent tout, sans équipement et sans préparation, rejoindre Briançon, 15 km plus bas dans la vallée. En se cachant des forces de l'ordre qui arpentent la montagne à bord de véhicules tout-terrain, à pied ou à ski, et qui se font souvent passer pour de simples randonneurs pour mieux interroger les migrants et les renvoyer en Italie. Un jeu du chat et de la souris éprouvant et dangereux, qui incite ces derniers à prendre toujours plus de risques, et dont les conséquences peuvent être dramatiques.

Le 5 février 2019, Tamimou, un Guinéen de 28 ans, est mort d'hypothermie et d'épuisement, alors qu'il était presque arrivé en ville. Avec ses compagnons, il était monté très haut sur les pentes pour échapper aux contrôles. Trop haut. Tamimou a perdu ses chaussures dans la neige. Ses amis ont fait un feu avec leurs

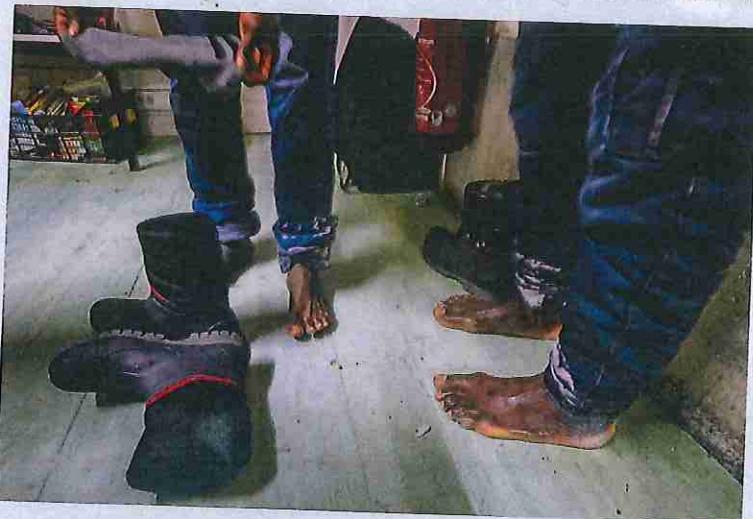


vêtements pour le réchauffer, puis ont tenté d'appeler les secours, mais le réseau ne passait pas. Sur une aire de parking, un chauffeur routier a tenté de le ranimer. Mais Tamimou était déjà mort. Comme tous, il avait connu le désert et l'enfer libyen, puis la traversée de la Méditerranée, « où un de ses frères s'est noyé », raconte le père Bardet, curé de la paroisse de Briançon, paroisse engagée depuis trois ans dans l'accueil des réfugiés. *Un de nos prêtres est togolais. Sa tante connaissait la famille de Tamimou. C'est ainsi que nous avons appris pour son frère.* » Cette mort fait suite à d'autres, comme celle de Blessing, une jeune Nigériane de 24 ans, noyée dans la Durance durant une course-poursuite avec la police le 7 mai 2018 : « *L'évêque est venu pour célébrer son enterrement*, reprend le père Bardet. *Ce sont des moments forts où les personnes mobilisées se retrouvent et se recueillent ensemble. Tous ces événements ont créé quelque chose de particulier dans la population, des gens qui ne se connaissaient pas se rapprochent. Ces drames, cette détresse nous touchent.* » Le printemps réserve son lot de macabres découvertes, telle celle de ce corps en état de décomposition retrouvé le 26 mai 2018 à Bardonecchia, du côté italien. Son identité a fini par être établie grâce à un morceau de peau : un jeune Guinéen souffrant de poliomérite, refoulé le 26 janvier précédent par la police française, à 10 km de Bardonecchia. Là aussi, hypothermie.

C'est bien ce qui a failli arriver cette nuit à Traoré, bonnet en polaire bleu ciel sur la tête, encore frigorifié par son périple. Lui aussi a fait un feu avec ses vêtements après avoir réussi à s'extraire du piège où il était tombé. Puis il est arrivé ici, au Refuge solidaire, un lieu d'accueil ouvert en juillet 2017 dans d'anciens locaux des secouristes en montagne des CRS, prêté par la mairie et la communauté de communes. Constitué en association pour faire face à l'afflux de réfugiés depuis maintenant trois ans, le Refuge solidaire a pour partenaire le Secours catholique, le Secours populaire, la Cimade, Médecins du monde, Emmaüs, les Restaurants du cœur et la MJC du Briançonnais. Une

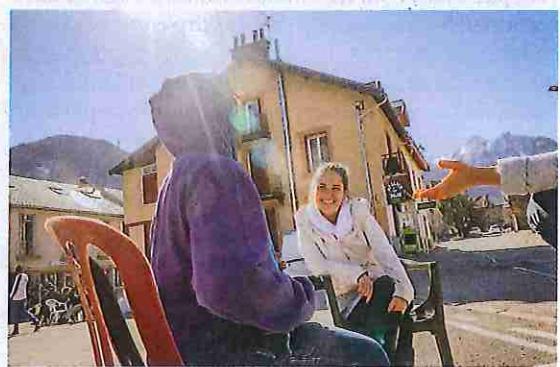
UN RITUEL D'ACCUEIL

Première étape pour les migrants arrivant au Refuge solidaire : ils sont accueillis, par les réfugiés qui les y ont précédés, avec des bassines d'eau chaude pour éviter les engelures. Ci-dessus, Jean-Michel Bardet, curé de la paroisse de Briançon.





“Ils arrivent dans un état terrible, frigorifiés, épuisés, ils ne connaissent rien de l’hostilité de la montagne.” Nathalie, bénévole au Refuge solidaire



ACCOMPAGNER ET ORIENTER

Joël (au centre, bras croisés) dénonce les abus de pouvoir dont sont victimes les migrants.

“Les policiers les renvoient en Italie, [...] mais ce n'est pas à eux d'en décider, seul un juge est en capacité et en droit de le faire.” Ci-contre, Pauline, coordinatrice de l'association, discute avec un réfugié, à l'extérieur du Refuge.

nécessité pour faire face à une situation humanitaire nouvelle dans cette région de ski, d’alpinisme et de randonnée, aussi belle que dangereuse. Depuis l’hiver 2017, les réfugiés qui n’arrivent plus à passer par la frontière franco-italienne « basse », dans la région de Vintimille, Menton et la vallée de la Roya, dans les Alpes-Maritimes, devenue de plus en plus hermétique et risquée, se sont reportés sur les Hautes-Alpes et la frontière « haute ». Le premier point de passage, le col de l’Echelle, situé plus au nord de Briançon, à 1 762 m, est un peu plus bas que le col de Montgenèvre, mais beaucoup plus difficile d'accès. La route qui y passe est fermée l'hiver. La présence spectaculaire et médiatisée, l'année dernière, d'un groupe de militants identitaires qui n'hésitaient pas à refouler les candidats au passage, allant jusqu'à remettre certains d'entre eux à la police, a incité les exilés à emprunter un autre itinéraire.

La crainte d'être “dubliné”

« Les premiers sont arrivés ici à l’automne 2016, quand Cazeneuve a décidé de fermer et d’évacuer la jungle de Calais, explique le maire, Gérard Fromm (divers gauche, ex-PS). Il m'a proposé d'en accueillir une trentaine. Nous avons mis en place un accueil et des soins. L'hôpital avait envoyé une infirmière. Certains s'étaient évaporés entre-temps, durant le trajet. Ils avaient vu les panneaux indiquant la direction de l'Italie et ont cru .

qu'on les renvoyait là-bas. » C'est à la même période que les réfugiés, issus majoritairement de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Guinée-Conakry, Mali), commencent à affluer.

Au départ, ils sont accueillis sous des tentes et dans un pré appartenant à la paroisse, sollicitée par les associations, avant que le Refuge soit mis en place. « Au départ, il y avait entre 20 et 40 personnes par repas, nous avions une petite cuisine, raconte le père Bardet, mais quand on est arrivés à 120 il a vraiment fallu passer à la vitesse supérieure. » Le tissu associatif, très dense à Briançon, a été prépondérant, mais rapidement la population s'est également mobilisée. Le réseau « Welcome » permet ainsi d'accueillir hommes, femmes et mineurs isolés dans des familles d'habitants volontaires. Cependant, très vite cela ne suffit plus et un lieu s'avère nécessaire. Les dons affluent en même temps que les médias, sensibilisés par la situation dramatique des réfugiés : « *Ils arrivent dans un état terrible, frigorifiés, épuisés, ils ne connaissent rien de l’hostilité de la montagne : quand leurs chaussures et leurs gants se remplissent de neige, ils n'ont pas du tout le réflexe de l'enlever, et elle gèle à l'intérieur.* »

Lorsque Traoré est arrivé en fin de matinée, cinq autres réfugiés avaient été pris en charge par les maraudeurs, aux alentours de 2 heures du matin. Plus lourd ➤

Reportage

► que les autres, il avait perdu ses compagnons en chemin. Au Refuge, dont la capacité officielle est de 15 couchages mais qui héberge en général au moins une cinquantaine de personnes, le rituel est toujours le même. Ceux qui arrivent sont attendus par les exilés qui les ont précédés, avec des bassines d'eau chaude mêlée à de la Bétadine pour éviter les gelures et les infections. Ils mangent, se reposent et sont enregistrés dès le lendemain. Puis vient le moment de l'orientation. Un entretien où ils sont accompagnés dans leurs démarches, notamment afin de rejoindre la ville où ceux qui le veulent déposeront leur demande d'asile. Ce que beaucoup ne veulent pas faire, par crainte d'être « dublinés », c'est-à-dire renvoyés dans le pays où ils ont déposé leurs empreintes pour la première fois, en vertu des accords de Dublin. C'est-à-dire, dans l'écrasante majorité des cas, en Grèce ou en Italie, où on ne veut pas d'eux. Pour les mineurs isolés, il s'agit de faire reconnaître leur statut et de prendre contact avec la cellule départementale « Enfance en danger », pour qu'ils soient ensuite placés en foyer ou en famille par l'aide sociale à l'enfance. Ensuite, soit ils repartent, normalement dans les trois jours qui suivent, soit ils restent un peu plus longtemps. Ce qui n'est pas du tout la vocation de l'endroit, mais la conséquence d'un élément nouveau. « Auparavant, les gens qui arrivaient ici avaient la France pour objectif, constate Pauline, la toute jeune coordinatrice du Refuge. Ils avaient un projet et des contacts, de la famille. Mais, depuis quelques mois, les gens fuient l'Italie de Salvini. » La fermeture des « campi » (les camps de réfugiés) et des ports, les violences racistes, l'absence totale de soins, l'exploitation comme ouvriers agricoles dans les fermes du Sud, tous ces éléments ont fait de l'Italie dirigée par la Ligue et le Mouvement cinq étoiles un pays où être réfugié est de plus en plus difficile. Mais le passage en France, depuis le rétablissement du contrôle aux frontières à l'intérieur de l'espace Schengen, est devenu très problématique. Si la libre circulation est la règle, comme le rappelle le dernier rapport de l'Anafe (Association nationale d'assistance aux frontières pour

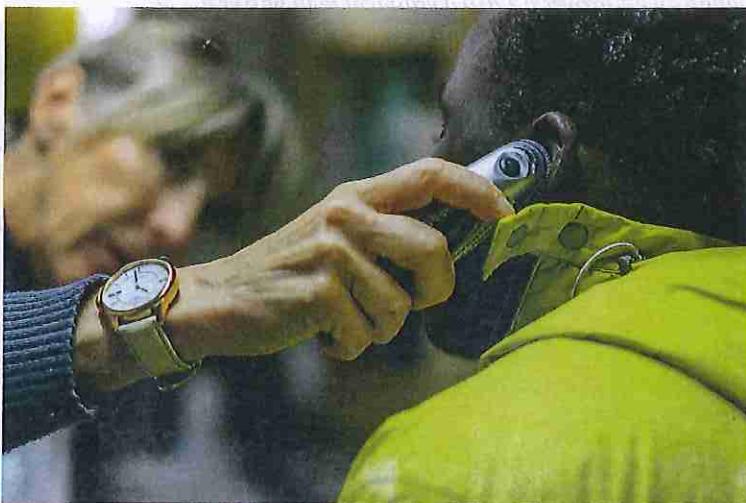
les étrangers), « certains contrôles peuvent être mis en place à une frontière intérieure, mais ils ne doivent être ni équivalents à un contrôle aux frontières extérieures, ni avoir pour but le contrôle systématique. [...] Néanmoins, poursuit le rapport, ces contrôles peuvent être introduits par un Etat membre de façon temporaire, en cas de menace à l'ordre public ou à la sécurité intérieure et dans des conditions bien encadrées, notamment en termes de communication aux autres Etats membres. De plus, tout contrôle discriminatoire reste toujours exclu. » En outre, ils doivent être limités dans le temps. Autant dire que la manière dont s'opèrent les contrôles (au « faciès » et, depuis plusieurs années, sur la frontière italienne, avec des moyens de plus en plus importants) n'a plus grand-chose à voir avec une mesure temporaire dictée par des circonstances exceptionnelles. En l'espèce, l'argument de l'état d'urgence et de la menace terroriste n'est guère probant. Mais, au-delà de la légitimité de ces contrôles, ce sont les conditions dans lesquelles ils sont effectués qui posent problème.

Des adolescents à la rue

« Qu'est ce qu'on fait ici ? On passe notre temps à essayer de faire appliquer la loi ! », s'insurge Joël, 70 ans, cheveux argentés et visage émacié. Il vient de reprendre son poste au Refuge, dont il est un des piliers, après en avoir été éloigné à la suite d'un accident cardiaque. Ancien infirmier et instituteur, il a « toujours été un peu militant », notamment chez les Verts. Depuis deux ans, lui et sa compagne hébergent un jeune Ivoirien, aujourd'hui en bac pro d'« aide à la personne ». « Les policiers les renvoient en Italie en leur disant qu'ils n'ont rien à faire là, et que de toute façon ils seront « dublinés », explique-t-il, mais ce n'est pas à eux d'en décider, seul un juge est en capacité et en droit de le faire. Même chose quand ils décident arbitrairement qu'un jeune qui se déclare mineur est plus âgé qu'il ne semble : la minorité est déclarative, là aussi ce n'est pas au policier d'en décider. » « Comme ils ont peur de la PAF, leur seule logique, c'est de leur échapper, souligne Agnès Antoine, spécialiste des questions juridiques à l'ONG « Tous migrants », c'est pour ça qu'il y a des accidents. On poursuit des gens qui ont rêvé de la France, et on leur fait prendre des risques. Pourtant, ils veulent travailler, s'intégrer, ils sont jeunes et dynamiques et ont des savoir-faire dont nous avons besoin. La fédération de l'hôtellerie l'a encore dit récemment, elle a recensé 120 000 emplois qui ne sont pas pourvus. » Cette jeune grand-mère est « tiers digne de confiance », et héberge depuis trois ans Fana, un Guinéen de 16 ans scolarisé au collège d'Argentière. Elle se bat contre les « déminorisations » massives prononcées par la préfecture de Gap, qui renvoient des adolescents à la rue. Agnès soutient aussi activement les militants, « délinquants solidaires » accusés d'aide à l'immigration illégale parce qu'ils ont eu le tort de faire monter dans leur voiture des réfugiés égarés en montagne.

Fana veut devenir éducateur spécialisé... comme Cyril Arlandis, l'éducateur spécialisé qui l'accompagne.

SOIGNER LES CORPS,
sans oublier les possibles blessures psychologiques liées à un parcours parfois traumatique. Ici, une consultation avec un médecin de l'hôpital de Briançon.





LES REPAS
sont préparés par les migrants et les bénévoles.

“Auparavant, ces gens avaient la France pour objectif, ils avaient un projet et des contacts. Mais, depuis quelques mois, ils fuient l’Italie de Salvini.”

Pauline, coordinatrice du Refuge solidaire

Ce dernier, qui n'est pas bénévole mais fonctionnaire chargé d'une mission de service public, rappelle les difficultés auxquelles se trouvent confrontés de jeunes réfugiés au parcours douloureux : « *Fana s'est bien intégré, il est guinéen, francophone. Il s'agit de créer du lien, ce qui se fait facilement car ils n'ont pas l'habitude d'une relation bienveillante. Ensuite, ils ne donnent pas leur confiance comme ça. Il y a toute une partie qu'ils ne partagent pas, ils restent vigilants, cela fait partie de leur histoire et est la conséquence des expériences vécues. Ils sont pleins de bonne volonté, l'intention est là, mais il faut être conscient qu'une partie de leur cerveau est occupée. Il faut y aller petit pas par petit pas.* »

Des souffrances dont témoignent les soignants détachés au Refuge solidaire. Max, chirurgien orthopédiste à la retraite, assure une consultation un après-midi par semaine. Solange, infirmière, s'occupe du tri et du nettoyage du linge, dont le coût est pris en charge par l'ARS (agence régionale de santé), en plus de ses gardes au centre hospitalier de Briançon. Ce dernier a mis en place, depuis le début de la crise migratoire, une Pass (permanence d'accès aux soins de santé) dont bénéficie désormais par ricochet l'ensemble de la vallée du Briançonnais. « *Les traumatismes sont physiques, d'une part, décrivent-ils, membres cassés, callosities,*



GÉRARD FROMM, le maire de Briançon. En trois ans, 7 000 migrants sont passés par sa commune. « 7 000 personnes, et pas un seul acte de délinquance. Pas un ! », souligne l'élu.

gelures, infections, fragments de balle. Mais il y a aussi, d'autre part, un stress psychologique intense : ils ont tous mal au ventre, l'anxiété permanente et la constipation à force de craindre les maladies. Ils ont très souvent été violés, hommes et femmes, la plupart du temps lors de leur passage en Libye. Ce sont des zombies. Certains ne communiquent plus et sont totalement fermés. » Isabelle Casson, médecin psychiatre², consulte au Refuge solidaire un vendredi sur deux, et témoigne de la profondeur des blessures, invisibles mais aussi indicibles : « *Il y en a qui ne veulent pas parler de ce qu'ils ont vécu, de ce qu'on leur a fait ou fait faire. Ils ne veulent même pas y penser, sinon ça les dévaste. Des choses dont ils ont honte. Le paradoxe de ce silence, c'est que certaines de ces choses, s'ils les racontaient, seraient utiles pour faire accepter leur demande d'asile.* »

En trois ans, 7 000 personnes sont passées à Briançon : « *7 000 personnes, et pas un seul acte de délinquance. Pas un, assène le maire, Gérard Fromm, pas une mamie emmerdée. Pas un vol à l'étalage, pas une bagarre dans les bistrots !* » En attendant, cette situation totalement paradoxale perdure. Une population, un maire, une église et des associations, engagés au quotidien, sans violence, pour secourir et recueillir ceux que l'Etat pourchasse chaque nuit. ■ V. DE G.

(1) Lire, sur marianne.net, le reportage "Une nuit avec les maraudeurs".

(2) Lire, sur marianne.net, l'interview d'Isabelle Casson, médecin psychiatre.